



L'INFO

Semaine 10

Du 10 au 16 mars 2025

Édito :

La DREES (voir en fin de ce bulletin) publie ces jours derniers des chiffres très instructifs qui confirment le vécu quotidien de celles et ceux qui fréquentent les hôpitaux publics. Comment s'étonner que le nombre de passages aux urgences hospitalières diminue quand elles sont fermées totalement ou partiellement la nuit ou certains jours ? Comment s'étonner que des malades attendent des heures et des heures aux urgences pour être hospitalisés quand le nombre de lits d'hospitalisation diminue , que le nombre de salariés de l'hôpital public ne progresse plus ?

Ce qui est encore plus intéressant ce sont les chiffres qu'elle ne cherche pas ou qu'elle connaît mais ne publie pas. Que deviennent les patient.e.s dont l'entrée aux urgences est refusée ? Qui les prend en charge, dans quel délai ? Quel est leur devenir ? Qu'en est il des délais d'hospitalisation à partir du moment où l'indication en est posée ? Quel délai pour la réalisation d'une intervention chirurgicale, une imagerie, une exploration fonctionnelle ? Quel délai pour obtenir une consultation spécialisée ?

Dans le même ordre d'idée,dans une récente interview, le directeur général du CHU de Nantes se félicite de la bonne santé financière de l'établissement. Pas un mot sur la régulation des entrées aux urgences pendant de nombreuses semaines, du déclenchement du plan blanc pendant l'épidémie hivernale de grippe et de COVID. Mais c'est quoi la finalité d'un hôpital ? Qu'est ce qu'un hôpital dont les comptes sont au vert et qui ne répond pas aux besoins de soins de la population ?

Une donnée est certaine et connue: la mortalité infantile augmente, difficile de ne pas la mettre en rapport avec l'allongement des temps d'acheminement vers les maternités dont le nombre a considérablement diminué ou encore avec la grande misère des centres de PMI.

Nous subissons de plein fouet les conséquences de la limitation du nombre de médecins formés (numerus clausus) instaurée au début de années 70. Le nombre d'étudiant.e.s en santé augmente mais son augmentation est limité par les moyens insuffisants alloués aux universités tant sur la plan matériel qu'en enseignants et maîtres de stage. Malgré cela il en est encore qui crie au loup, tel le Pr Vallencien, de l'Académie de médecine, qui alerte sur le risque de former trop de médecins ! La démographie française déclinerait à partir de 2035. N'a-t-il pas entendu parler du vieillissement de la population donc de l'augmentation des pathologies liées à l'âge, des nouvelles aspirations des praticiens quant à leur amplitude de travail ?

De nombreuses initiatives à l'initiative des comités, des syndicats de salariés ou encore de retraités le 20 mars prochain donneront l'occasion d'agir pour l'amélioration de l'accès aux soins et la reconquête de la Sécurité Sociale. Rejoignons les !

jean-luc landas.

Sommaire :

- L'écho des comités : pages 2 à 5
- Autres infos locales : page 6
- Dossiers : pages 6 à 7
- Culture et santé : page 8

L'écho des comités :

LES INITIATIVES À VENIR

BERGERAC

Assemblée Générale

vendredi 11 avril à 18h dans les locaux du CSE de la Fondation John Bost à La Force (13 rue jacob) suivi par un repas auberge espagnole

un service de santé public pour toutes et tous

débat public dans la semaine du 12 au 18 mai à la salle des fêtes de St Capraise de Lalande et à Lamonzie St Martin en juin.

80 ans de la SECU (ordonnances des 4 et 19 octobre 1945)

Monique Avisse, Présidente de l'association Tapages" est d'accord pour organiser ensemble une projection du film " La Sociale" de Gilles Perret en octobre/nov prochain

LODÈVE

Le Directeur Départemental de l'Agence Régionale de Santé a annoncé pendant les Assises de la Santé à Lodève, la transformation prochaine du CAPS (Centre d'accueil et de permanence des soins) en antenne de médecine d'urgence.

De nombreuses pétitions ont été récoltées pour une antenne de médecine d'urgence ouverte 24Hrs/24 7 Jrs/7 (près de 4000 signatures).

Un appel à témoignages a été lancé à destination des usagers du CAPS de Lodève et est à disposition au CAPS de Lodève. Plusieurs témoignages nous ont déjà été remis.

A ce jour, **plusieurs fermetures du CAPS sont programmées par manque de médecin, ce qui met en danger la population du Lodévois et Larzac**, obligeant à se rendre soit à Montpellier ou Béziers.

Nous ne pouvons plus tolérer cette situation.

C'est pourquoi, l'Union Locale CGT Lodève Clermont et le syndicat CGT du Centre Hospitalier de Lodève prévoit d'organiser une **manifestation santé le lundi 7 avril 2025 à Lodève**.

Un appel est lancé à l'ensemble des membres de l'association "Pour de véritables urgences au CH de Lodève" et à la population pour nous rejoindre.

Rassemblement à 16h00 devant le Centre Hospitalier pour départ en manifestation dans les rues de Lodève, arrivée devant la Sous-Préfecture.

Une demande d'audience avec le Sous-Préfet va être faite avec dépôt des nombreuses pétitions.

Nous devons construire tous ensemble la bataille afin de gagner l'antenne de médecine d'urgence ouverte 24Hrs/24 7 Jrs/7.

Mobilisons nous !!!

MANOSQUE

conférence-débat « notre santé privatisée , pronostic vital engagé »
jeudi 27 mars à 18h00 , salle des Tilleuls à Manosque

ALÈS

Comité de Défense et de Promotion
de l'Hôpital et de la Santé dans le Bassin Cévenol,
Basse Ardèche et Basse Lozère.

ALES le 5 Mars 2025,

aux Habitants du Bassin
Alésien

Madame, Monsieur,

Trouver un médecin traitant, prendre un rendez-vous chez un spécialiste devient un parcours du combattant.

Depuis 2021, le nombre de médecins généralistes à l'échelle d'Alès Agglomération est passé de 71 à 55. Cela conduit à ce que plus de 15 000 personnes se retrouvent sans médecin traitant. Cette situation est grave et compromettante pour notre région.

Notre situation n'est, hélas, pas unique. Nombre d'élus font face à ce dilemme et nombreux, dans leur diversité, sont en quête de solutions même transitoires.

M. Michel Magoarou, membre d'Initiative Urgence Armor Santé
M. Vincent Le Meaux, Maire de Plouëc-du Trieux et Président de la Communauté
Guingamp-Paimpol, en visio,

feront part de leur vécu et de leur recherche de solutions de proximité lors d'une rencontre à laquelle vous êtes conviés et qui aura lieu :

Vendredi 21 Mars 2025 à 15h30

Centre Social des cheminots d'Alès - rue Jean Mayodon - Alès.

En présence de **M. André Chassaigne**, Député du Puy de Dôme, Président du groupe CRC à l'Assemblée nationale.

Comptant sur votre présence.

Pour le Comité,
Jean Marc Leyssenne

LES INITIATIVES HEBDOMADAIRES DEVANT L'HÔPITAL

jeudi 16H00 : Sarlat
vendredi 17h00 : Marmande
vendredi 18h00 : Luçon

BAGNÈRES DE BIGORRE

inquiétudes du comité : les promesses non tenues , pas d'amélioration de l'accès aux soins

[l'article](#)

DOURDAN

Cette rencontre santé fût une réussite et une belle convergence avec les usagers, les professionnels, les associations de défense, les syndicats et les élu-es.

Nous avons échangé sur de nombreux sujets, partager nos expériences, recueilli des témoignages, des besoins, des manques.

Nous sommes motivés à poursuivre la défense de l'hôpital et de l'offre de soins en ville car c'est VITAL.

Nous nous retrouvons pour formaliser toutes les discussions afin de préparer des assises de la santé départementale avec le comité du Nord-Essonne à l'initiative.

Merci à tous pour votre présence et votre participation !

Nous avons eu la chance de recevoir la visite de notre député Steevy Gustave, accompagné de sa suppléante Pascale Perron, qui nous a assuré de son soutien et s'est engagé à porter la question de l'hôpital public à l'assemblée nationale et avec l'ARS.

Nous restons mobilisés car celui qui ne lutte pas a déjà perdu et parce que nos actions ont déjà été des victoires

SEDAN

Plus de 70 personnes au débat sur la sécurité sociale, hier, aujourd'hui et demain à Sedan, à l'initiative du comité de défense des hôpitaux de proximité des Ardennes, de la CGT de la FSU, de la LDH08, de la Mutuelle de France Unie, de LFI, PCF, PS, des retraités CGT, FSU et Solidaires avec @Pierre Caillaud-Croizat

FÉCAMP

Présence de nombreux concitoyens ce soir au conseil d'agglomération pour soutenir notre action. Jacques Louiset, président de l'association et élu communautaire, a pris la parole au nom des nombreux habitants qui se retrouvent sans médecin traitant et qui se voient refuser l'accès au centre intercommunal de santé.

A cette occasion, notre association **Un médecin pour chacun** a rappelé notre volonté de développer des antennes médicales dans les villages de l'agglomération, indispensables pour garantir un accès aux soins équitable pour toutes et tous.

GUINGAMP

les arrêtés des maires du pays de Guingamp contestés par le préfet au tribunal administratif

Pour rappel, le 13 septembre 2024, deux juges des référés du même tribunal avaient déjà « suspendu » temporairement les effets des arrêtés des maires, faute de « compétence » juridique pour leurs auteurs.

Les maires réclament un plan d'urgence d'accès aux soins

Pour rappel, vingt-neuf maires au total avaient sommé l'État de mettre en place un « plan d'urgence d'accès aux soins » dans « les plus brefs délais » et de « doter les hôpitaux publics du département en personnels et en moyens ».

En amont de cette première audience, certains maires avaient déjà fait machine arrière, comme ceux de Plédéliac, Beaussais-sur-Mer et Bréhand.

Les autres avaient maintenu leurs réclamations : ils souhaitent précisément obtenir « des hôpitaux de plein exercice accessibles 24h/24 », la création de « véritables conditions au déploiement des personnels nécessaires », en « négociant des accords internationaux avec des Etats partenaires de la France » comme Cuba.

« Dix véhicules SMUR neufs » et un « hélismur » étaient aussi réclamés par les élus locaux, de même que le remboursement « au kilomètre près » des dépenses supplémentaires faites par les camions de pompiers du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) contraints d'assurer des services « toujours plus éloignés » à cause des « restrictions d'ouverture d'urgences » décidées par l'Agence régionale de santé (ARS).

Ils n'avaient pas la « compétence », selon le rapporteur public

Depuis l'intervention des décisions des juges des référés, « une vingtaine » de communes supplémentaires ont donc « retiré ou abrogé » leurs décisions, mais le préfet des Côtes-d'Armor a considéré qu'il y avait lieu de solliciter l'annulation de l'intégralité de ces décisions.

En fait, pour « neuf communes » (dont Plouha et Callac), les maires avaient « annoncé » publiquement avoir « pris des arrêtés de retrait », mais « après vérification, nous n'avons rien reçu », a expliqué le représentant de la préfecture lors de l'audience au fond.

Xavier Compain maire de Plouha, et Gaël Roblin, conseiller municipal à Guingamp, avaient pour leur part fait le déplacement à l'audience pour rappeler qu'ils avaient sollicité le « respect des droits fondamentaux », en l'occurrence, le droit au « respect de la dignité humaine ».

Un « cahier de doléances pour l'accès aux soins » avait permis de réunir « 2 000 témoignages » de « citoyens de sept communes » des Côtes-d'Armor : cela permettait, selon Gaël Roblin, de « documenter de façon particulièrement humaine ces difficultés ».

Selon l' élu guingampais, « 93% des répondants déclarent rencontrer des difficultés d'accès aux soins » et « 74% disent avoir déjà renoncé à des soins ».

Reste que, sans surprise, du point de vue du rapporteur public, les maires réfractaires n'avaient pas non plus la « compétence » juridique pour prendre de tels arrêtés.

Il a donc préconisé « l'annulation » de l'ensemble de ces décisions.

Le magistrat a par ailleurs fait remarquer qu'il n'était « pas certain » que la situation porte « atteinte à la dignité humaine », mais plutôt « à la salubrité publique ».

Le tribunal se prononcera d'ici une quinzaine de jours.

Autres infos locales :

VESOUL

Sauver des vies, pas briser des vies

le personnel du groupe hospitalier de Haute Saône rassemblé à l'appel de la CGT et de la CFDT et soutenu par le comité de vigilance 70

[l'article](#)

Dossiers :

**POUR L'ACCÈS AUX SOINS POUR TOUTES ET TOUS ET RECONQUÉRIR LA
SÉCURITÉ SOCIALE SÉCURITÉ SOCIALE :
20 MARS JOURNÉE D'ACTION INTERSYNDICALE DES RETRAITÉ.E.S**

rejoignons les initiatives en région !

à Nantes , à 10h30 devant l' ARS
à Saint Nazaire à 10h30 devant la CPAM
à Caen à 11h00 devant l' ARS

[recto tract](#)
[tract verso](#)

un monde sans la Sécu : le système de « protection sociale » privé des USA

[reportage](#)

DÉSERTS MÉDICAUX

la proposition de loi transpartisane sur la régulation des médecins libéraux enfin en débat à l'Assemblée du 31 mars au 4 avril.

[Communiqué](#)

PADHUE

Mieux intégrer les professionnels de santé réfugiés, dans l'intérêt de tous

[l'article](#)

IVG : UN REGARD SUR L'EFFECTIVITÉ DU DROIT À L'IVG EN FRANCE

l'interview du Pr Philippe Faucher
[l'émission](#)

MORTALITÉ INFANTILE
elle augmente en France, l'enquête de deux journalistes

[l'article](#)

LA PROFESSION INFIRMIÈRE

projet de loi : l'avis de la CGT
[le communiqué](#)

démographie : des chiffres
[l'article](#)

LES URGENCES, L'HÔPITAL PUBLIC
les inégalités territoriales de possibilités de prise en charge aux urgences

[l'étude](#)

les chiffres de l'évolution des passages aux urgences de 2017 à 2023

[l'étude](#)

la photo de établissements publics de santé en 2022

[l'étude](#)

BILAN DE LA CANICULE 2024
3700 décès, 7 accidents du travail (agriculture et bâtiment)

[document](#)

Culture et santé :

"Aujourd'hui dans Affaires Sensibles, la disparition des maternités de France : En cinquante ans, la France a vu disparaître les trois-quarts de ses maternités. En 1972, on compte 1747 structures qui pratiquent l'accouchement. Elles ne sont plus que 464 en 2022. "

[l'émission](#)

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>



COORDINATION NATIONALE des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité
(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)

Siège social : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE

Adresse postale : Chez JL Landas - 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 21/07/2023 - N2022RN0181

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

Secrétaire : Guillaume GRANDJEAN guillaume.grandjean38@gmail.com

Adresse : 11 rue Edouard Vaillant – 45120 Chalette sur Loing – Tel 06 58 94 04 10

Trésorier : Jean-Luc LANDAS jeanluc.landas@sfr.fr

Adresse : 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes – Tél : 07 50 45 06 87

Site : <http://coordination-defense-sante.org/> Facebook Mastodon Bluesky

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org